
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/1 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.1.58187

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

simple citation (note 16, p. 19). Odd Langholm situe Oresme (p. 93) dans la tradition de saint Albert qui avait précisé qu'une mutation doit être modérée et de saint Thomas pour qui la monnaie »ought to be so instituted as to remain more at the same value than other things«. Pour Oresme aussi »money is a measure and as such ought to be certain and durable«. Une mutation »modérée« est donc acceptable, contrairement à une mutation considérable, qui est en fait l'équivalent d'une taxation. On gagne donc à analyser de la même manière ces mutations importantes et les taxations. Faisons-le à partir de l'exemple, très éclairant, de l'attitude de Charles V, mourant, supprimant les fouages, le 16 septembre 1380. Acte de remords, stupide, ou acte politique réfléchi? Harry A. Miskimin, *The last Act of Charles V. The Background to the revolts of 1382*, *Speculum* 38 (1963), p. 433-442, a bien montré que Charles V, en supprimant une taxe dont le royaume n'avait plus besoin, voulait protéger le futur roi – il avait alors 12 ans –, lui éviter d'être confronté à un soulèvement. Les fouages avaient été levés à cause de la guerre et le royaume était alors en paix; continuer à les prélever, ce serait léser le royaume, prendre son bien à la »communauté«.

Ce raisonnement se retrouve dans le Soterel à propos des mutations, de la très faible monnaie, en cas de guerre (P. Spufford, *op. c.*, p. 306) comme dans Oresme au chapitre XXIII du *Traité de la monnaie*: le prince peut »prélever sur les monnaies de son royaume tout ce qui lui semble bon, et comme bon lui semble, lorsqu'il est acculé ou pressé par la nécessité, pour la défense de l'Etat ou de son règne. Or, la mutation de la monnaie est un moyen commode et approprié de collecter de l'argent«. Mais, bien sûr, ce moyen de prélèvement étant lié à la nécessité, le plus souvent à la guerre, doit cesser avec elle sinon le prince ferait une faute qui le mettrait sur le chemin de la tyrannie, à moins qu'il n'y soit déjà! C'est la démonstration de Nicolas Oresme.

L'ouvrage n'étant pas scientifique est-il de vulgarisation, permet-il de dépasser »l'hermétisme« des textes présentés? Pour cela, il ne faudrait pas que le lecteur doive affronter »le souci de respect d'approche plurielle« (p. 15) – pur pédantisme –, doive accepter que »le savoir et le croire se séparèrent« (p. 19) et que le mouvement réaliste, »théocrate et catholique«, s'oppose au mouvement nominaliste, »démocrate et nationaliste« (p. 27) – formules creuses, voire fausses –, et doive longtemps se demander, sans trouver de réponse, ce que fut dans »les habits successifs« de Nicolas Oresme celui de »canon« (p. 41) – il était chanoine!

Finalement, le lecteur, savant peu exigeant ou profane très éclairé, qui aura lu tout l'ouvrage, sera frappé des nombreuses contradictions qui s'y trouvent. N'en citons qu'une, plaisante, mais par trop typique de nos »modernes«. Claude Dupuy critique, page 18, les auteurs du XIX^e siècle qui »cherchaient dans l'histoire une validation de leurs opinions d'hommes du XIX^e siècle«, et, page 36, il termine son avant-propos, parlant de la scolastique, en disant: »Une lecture attentive de ce courant de pensée devrait nous permettre d'y lire l'image de notre propre modernité«, validation d'opinions d'hommes du XX^e siècle!

Marie-Thérèse KAISER-GUYOT, Zürich

Das Publikum politischer Theorie im 14. Jahrhundert, herausgegeben von Jürgen MIETHKE unter Mitarbeit von Arnold BÜHLER, München (Oldenbourg) 1992, VIII-301 p. (Schriften des Historischen Kollegs. Kolloquien, 21).

Quel public à la théorie politique à la fin du Moyen Age? Telle était la question posée par Jürgen Miethke. Tel fut le thème du colloque de l'Historisches Kolleg réuni à Munich en 1989. Ce sont les communications présentées à ce colloque qui sont ici publiées.

Après l'introduction de Jürgen MIETHKE (*Das Publikum politischer Theorie im 14. Jahrhundert. Zur Einführung*, p. 1-23), le volume contient les communications suivantes: Max KERNER, *Johannes von Salisbury im späteren Mittelalter* (p. 25-47); Kurt-Victor SELGE, *Die Überlieferung der Werke Joachims von Fiore im 14./15. Jahrhundert* (p. 49-59); Constantin

FASOLT, Die Rezeption der Traktate des Wilhelm Durant d. J. im späten Mittelalter und in der frühen Neuzeit (p. 61–80); Kenneth PENNINGTON, Henry VII and Robert of Naples (p. 81–92); Diego QUAGLIONI, Das Publikum der Legisten im 14. Jahrhundert. Die »Leser« des Bartolus von Sassoferrato (p. 93–110); Helmut G. WALTHER, »Verba Aristotelis non utar, quia ea iuristae non saperent«. Legistische und aristotelische Herrschaftstheorie bei Bartolus und Baldus (p. 111–126); Christoph FLÜELER, Die Rezeption der »Politica« des Aristoteles an der Pariser Artistenfakultät im 13. und 14. Jahrhundert (p. 127–138); Bernd MICHAEL, Buridans moralphilosophische Schriften, ihre Leser und Benutzer im späten Mittelalter (p. 139–151); Tilman STRUVE, Die Bedeutung der aristotelischen »Politik« für die natürliche Begründung der staatlichen Gemeinschaft (p. 153–171); Janet COLEMAN, The Intellectual Milieu of John of Paris OP (p. 173–206); Roberto LAMBERTINI, Wilhelm von Ockham als Leser der »Politika«. Zur Rezeption der politischen Theorie des Aristoteles in der Ekklesiologie Ockhams (p. 207–224); Jacques KRYNEN, Aristotélisme et réforme de l'Etat, en France au XIV^e siècle (p. 225–236); Katherine WALSH, Die Rezeption der Schriften des Richard Fitz-Ralph (Armachanus) im lollardisch-hussitischen Milieu (p. 237–253); František ŠMAHEL, Reformatio und Receptio. Publikum, Massenmedien und Kommunikationshindernisse zu Beginn der hussitischen Reformbewegung (p. 255–268); Jean-Philippe GENET, La théorie politique en Angleterre au XIV^e siècle: sa diffusion, son public (p. 269–291).

Mon ambition ne saurait être de rendre compte de chacune des communications de ce très riche volume. Je me contenterai, après en avoir vivement recommandé la lecture, de quelques remarques.

Une pensée politique et des écrits politiques, il y en a eu tout au long du Moyen Age. Dès le début du V^e siècle, saint Augustin avait écrit sa *Cité de Dieu*, dont le présent volume n'a d'ailleurs pas songé à étudier le succès à la fin du Moyen Age, et c'est peut-être dommage. En 1159, Jean de Salisbury achevait son *Policraticus*. Mais pendant près d'un siècle l'ouvrage n'eut qu'une diffusion très limitée. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le succès du *Policraticus* commence en Angleterre au milieu du XIII^e siècle. Ce succès est dû au choc d'un événement: la révolte des barons s'appuie sur un désir de réforme et sur une réflexion politique. Il est dû aussi aux progrès des grandes institutions intellectuelles que sont les universités d'Oxford et de Cambridge. Ce succès anglais du *Policraticus* est presque exactement contemporain d'un autre fait qui a marqué pour longtemps tout l'Occident chrétien: la traduction latine de la *Politique* d'Aristote. C'est en effet en 1265 que Guillaume de Moerbeke a achevé sa *translatio completa* de la *Politique*. À partir de quoi le mot même de »politique« s'acclimate en Occident; la réflexion politique prend un tour nouveau; peut-être même que la réalité politique devient autre, si l'on veut bien admettre que, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, apparaissent des Etats d'un profil nouveau.

Le texte de la *Politique* d'Aristote a été l'occasion d'un enseignement très actif à l'Université de Paris, puis bientôt dans toutes les universités européennes. Ce sont d'abord les théologiens qui se sont nourris de la *Politique*, et ont entrepris d'enrichir leurs perspectives chrétiennes de la pensée aristotélicienne: dans les parties de sa *Somme théologique* qu'il a composées entre 1269 et 1273, saint Thomas cite déjà, très abondamment, la *Politique*. Puis ce sont les maîtres de la Faculté des Arts de l'Université de Paris qui ont voulu, partant de la *Politique* d'Aristote, fonder une science politique autonome, indépendante de la théologie. On ne saurait sur-estimer l'importance du commentaire de la *Politique* que Pierre d'Auvergne a peu à peu construit dans les années 1270 et 1280. Au début du XIV^e siècle, les théologiens et les artistes usaient des mots et des concepts d'Aristote, tandis que les juristes, surtout en Italie, en étaient encore aux mots et aux concepts traditionnels du droit. Mais Bartole, au milieu du XIV^e siècle, s'aidait dans ses analyses politiques des concepts aristotéliciens, qu'il devait pourtant habiller, pour ses auditoires de juristes, dans les mots traditionnels du droit. Et c'est simplement Balde, à la fin du XIV^e siècle, qui pouvait utiliser sans contrainte, dans son enseignement, les concepts et les mots d'Aristote.

Cette brève esquisse, que d'autres exemples pourraient venir conforter, conduit à quelques réflexions plus générales. La théorie politique est d'abord l'affaire d'une élite, d'un milieu très limité. C'est d'abord le fait des universités, à l'intérieur desquelles, d'ailleurs, les artistes, les juristes et les théologiens réagissent différemment, chacun à son pas. La réflexion politique se coule donc dans les moules créés par et pour l'enseignement. Le genre essentiel de la littérature politique est ainsi le commentaire. Et c'est d'abord par les commentaires que se diffuse la théorie politique. Pour ne prendre qu'un exemple, Guillaume d'Ockham comprend et cite le texte de la *Politique* d'Aristote à travers les commentaires de saint Thomas et de Pierre d'Auvergne.

Les étudiants qui buvaient les paroles de tous ces maîtres plus ou moins prestigieux formaient un public fort restreint. Le nombre de ceux qui pouvaient acheter un manuscrit de ces commentaires était encore beaucoup plus faible. On connaît actuellement 29 manuscrits du commentaire de la *Politique* par saint Thomas, 19 manuscrits du commentaire de Pierre d'Auvergne, 41 manuscrits du commentaire de Walter Burley. D'une façon générale, pour une œuvre »politique«, 30 à 40 manuscrits représentent un succès considérable.

Peu de manuscrits, donc. En revanche, ces manuscrits sont rarement anonymes. Ils ont souvent été possédés et lus par des intellectuels de premier plan. Et, malgré les difficultés qu'entraînait la différence des latins d'un pays à l'autre, ces quelques manuscrits voyageaient beaucoup. Les plus fortunés des clercs venus, d'Europe du Nord, d'Europe orientale et surtout d'Europe centrale, étudier dans les universités italiennes, françaises ou anglaises retournaient chez eux avec des manuscrits dont l'influence pouvait être considérable. C'est ainsi que la pensée de Buridan, ou celle de Bartole, a été connue à Ratisbonne, à Prague, à Cracovie ou ailleurs.

Le plus bel exemple est celui d'un manuscrit du *De pauperie salvatoris* de Richard FitzRalph. Le clerc tchèque Adalbert Ranconis de Ericinio est entré en sa possession au cours de son séjour à l'Université d'Oxford, en 1356-1357. Il l'a précieusement conservé par-devers lui pendant son séjour à Paris. Puis en 1366, il est rentré à Prague où il est resté *scholasticus* de l'école cathédrale Saint-Etienne jusqu'à sa mort en 1388. C'est par ce manuscrit et par l'enseignement de cet enthousiaste disciple de Richard FitzRalph (qui aimait à se dire »*secundus Armachanus*«) que la pensée du réformateur anglais a commencé de travailler la Bohême.

Le premier public de la théorie politique était donc un public d'élite, cléricale, universitaire, de langue latine, et internationale. On sort à peine de cette atmosphère avec le public que fournissent les ordres mendiants. On a cru longtemps, par exemple, que Jean de Paris (mort en 1306) avait écrit son *De potestate regia et papali* à l'occasion de la querelle entre Philippe le Bel et Boniface VIII, et pour défendre les positions du roi. En réalité, le traité ne peut se comprendre que si l'on est bien conscient que Jean de Paris est un dominicain qui s'adresse à un public dominicain pour l'aider à résoudre les problèmes qui se posent, aux alentours de 1300, à l'Ordre dominicain. L'histoire de la théorie politique au XIV^e siècle doit donc bien tenir compte des problèmes et des perspectives des milieux mendiants, dominicains et franciscains d'abord, puis, au fur et à mesure que s'avance le siècle, de plus en plus, des Carmes et des Ermites de saint Augustin.

Avec les cours, impériales, royales et princières, la théorie politique entre dans un autre monde, et doit prendre un autre visage. Louis de Bavière, entre 1324 et 1327, fait souvent lire en sa présence des passages du *Defensor pacis* de Marsile de Padoue, auquel il donne ainsi sa caution, et à la diffusion duquel il contribue. Le rôle de Charles V, en France, un peu plus tard, est bien connu. Mais le public des curiaux pose à la théorie politique un problème de genre, et un problème de langue. Si attentif qu'il fût, il ne pouvait digérer les austères commentaires universitaires. Et, de toutes façons, le latin ne suffisait plus.

De l'Université et de la Cour, la théorie politique pouvait atteindre, en s'adaptant, un public plus large encore. Par exemple, les préambules des ordonnances écrites à la chancellerie royale

française, les discours prononcés à l'occasion de l'ouverture de chaque parlement, en Angleterre, pouvaient charrier, en les simplifiant, des idées et des images qui, énoncées par des notaires et des théologiens avertis, n'étaient point encore trop déformées.

Ainsi la théorie politique finissait-elle par toucher un public relativement large, et dans des délais relativement courts. Et il y avait des moments plus intenses que d'autres. Prenons le seul exemple des années 1370. En 1372, Jean de Legnano, un juriste, achève, en Italie, son *Somnium*. La même année, Denis Foulechat, un mendiant, traduit pour Charles V le *Policraticus* de Jean de Salisbury. Pour le même Charles V, en 1371-1374, Nicole Oresme, un théologien, écrit sa traduction et son commentaire en français de la *Politique* d'Aristote, son propre commentaire étant nourri de tous les commentaires antérieurs. En 1376, toujours pour Charles V, Evrart de Trémaugon compose le *Somnium viridarii*, où il montre une grande familiarité avec l'œuvre de Jean de Legnano et où il reproduit des passages entiers de Bartole, mort en 1357. Toutes les recherches universitaires françaises et italiennes, même les plus récentes, débouchent ainsi, en quelques années, sur un public plus large, et inspire même les ordonnances royales, dans leur forme et dans leur contenu. De l'Italie à la France, des théologiens aux juristes, de l'Université à la Cour et au delà, de la théorie politique à la pratique gouvernementale, ces dix riches années condensent bien quelques-uns des thèmes qui courent tout au long de ce riche livre.

Les auditoires universitaires auraient-ils été vastes, les courtisans auraient-ils été des auditeurs attentifs, l'assistance, à la rentrée des parlements, aurait-elle été pléthorique, les préambules des ordonnances auraient-ils été vraiment compris de quelques-uns de ceux qui en écoutaient la lecture aux carrefours, le public de la théorie politique aurait pourtant été, au total, des plus restreints. Les idées politiques pouvaient certes pénétrer plus profond. Mais elles devaient encore se couler dans un autre moule, celui d'une littérature »morale« en langue vulgaire, et par là même de diffusion géographiquement beaucoup plus limitée que la grande littérature savante latine.

Et les idées politiques pouvaient aller encore plus profond, en s'appauvrissant encore. Que restait-il vraiment de la théorie du *dominium* de Richard FitzRalph et de John Wyclif dans l'esprit d'un modeste lollard, ou dans l'esprit d'un modeste auditeur de Jean Hus à la chapelle de Béthléhem? Ce ne sont certes pas les savantes théories universitaires, si attentives qu'elles aient été aux problèmes de leur temps, qui ont remué les foules.

La théorie politique n'est pas le seul moteur de la vie politique. Elle a un public fort restreint. Elle compte pourtant. Et, pour comprendre vraiment les idées politiques, pour les sortir de l'abstraction où l'érudition les perd trop souvent, il faut les situer dans le milieu, toujours restreint, et toujours bien défini, auquel elles s'adressent. C'est ce qu'a voulu faire ce colloque. C'est ce qu'il a bien fait.

Bernard GUENÉE, Paris

Andrea DIRSCH-WEIGAND, *Stadt und Fürst in der Chronistik des Spätmittelalters. Studien zur spätmittelalterlichen Historiographie*, Köln-Wien (Böhlau) 1991, 225 p. (Kollektive Einstellungen und sozialer Wandel im Mittelalter, Neue Folge, 1).

Le but de l'auteur est de définir l'image des rapports entre le prince et la ville à travers des chroniques de la fin du Moyen Age et de la saisir à l'occasion de phases de tension et de conflit qui ont l'avantage de révéler et radicaliser des attitudes. D'une certaine façon c'est en fait un aspect de l'idéal princier qui est abordé. L'ouvrage est bien sûr centré sur l'Allemagne où la question de la ville à la fin du Moyen Age est incontournable et où la formation accélérée de l'Etat princier ne peut l'ignorer, comme en témoignent leurs relations fréquemment tumultueuses. En exergue l'auteur analyse la version donnée par »les Grandes Chroniques de France« de la révolte parisienne de 1356-1358 afin de disposer d'un modèle princier absolu